



ARRETE N° 115/2024
EESM – TERRASSEMENT SOUTERRAIN POUR
TRAVAUX ENEDIS
9, avenue de la Libération

Le Maire de la Commune de Chaumes-en-Brie,

(Pour rappel, toute demande d'arrêté devra être effectuée sous un délai de 15 jours avant date d'intervention)

Vu le code de la route et notamment les articles R.411-8 et 411-25,

Vu les articles L. 2213-1 à l'alinéa 2 de l'article L. 2213-4, du code général des collectivités territoriales, relatifs à la police de la circulation et du stationnement,

Vu l'article L.511-1 du code de la sécurité intérieure,

Vu l'arrêté du maire n° 79-2024 en date du 17 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur LACHAL Jean-Philippe, responsable technique, pour les documents relatifs aux permissions de voirie, aux arrêtés réglementant la circulation et le stationnement (travaux de voirie, pose d'échafaudage, dépôt de benne...),

Vu l'arrêté de voirie n° 36-2024 en date du 28 août 2024 autorisant des travaux sur le domaine public,

Vu la demande du 21 août 2024 de la société EESM, sise TSA 70011 – 69134 DARDILLY Cedex, qui sollicite un arrêté de circulation pour la réalisation de travaux en souterrain sur domaine public pour travaux Enedis au 9, avenue de la Libération, du lundi 30 septembre au samedi 19 octobre 2024,

Considérant que pour permettre le bon déroulement des travaux et pour l'intérêt général, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : - La société EESM est autorisée à réaliser des travaux en souterrain sur domaine public pour travaux Enedis au 9, avenue de la Libération, du lundi 30 septembre au samedi 19 octobre 2024.

ARTICLE 2 : - Le stationnement sera interdit au droit du chantier, sur 30m en amont et en aval de ce dernier.

ARTICLE 3 : - La circulation sera alternée par feux tricolores pendant la durée des travaux, si nécessaire.

ARTICLE 4 : - La société EESM sera responsable des éventuelles reprises de voiries dues à ses travaux pendant une année à compter de son intervention.

ARTICLE 5 : - L'accès des riverains à leurs propriétés sera maintenu.

ARTICLE 6 : - En cas de défaillance dans l'organisation de la circulation et de la mise en place en sécurité du chantier, cette dernière entraînera la suppression de la présente autorisation.

ARTICLE 7 : - La fourniture, la mise en place de la signalisation seront assurées par la société EESM.

ARTICLE 8 : - La sécurité des usagers reste sous l'entière responsabilité de la société EESM.

ARTICLE 9 : - La Gendarmerie et l'ASVP seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : - La non-observation des dispositions du présent arrêté expose les contrevenants à des poursuites judiciaires.

ARTICLE 11 : - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de **deux mois** à partir de son affichage.

ARTICLE 12 : - Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chaumes-en-Brie
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- L'Agent de Surveillance de la Voie Publique de Chaumes-en-Brie
- Société EESM

Fait à Chaumes-en-Brie, le 28 août 2024
Jean-Philippe LACHAL
Directeur des Services Techniques

Date d'affichage : 28/08/24
Date de notification : 28/08/24
Date de désaffichage :